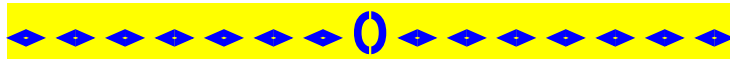


vendredi 15 août 2014

- = Pétrole: Le Prix de l'Indépendance Energétique p.1
- = Pic pétrole US pour 2016 ? p.3
- = Pic pétrolier 2 : le retour du comeback ! Et il n'est pas content p.4
- = La zone euro sur la voie de la récession ? p.16
- = "Vous voulez être la chienne de l'Oncle Sam ? Vous en paierez le prix !" p.17
- = Poutine affirme que le pétrodollar doit mourir p.22
- = GDF aussi p.25
- = Zone euro : NOUS Y ARRIVONS ! p.26
- = Europe : ces recettes économiques qui nous mènent à la catastrophe p.27
- = La voiture Hybride Air : fausse-bonne-idée symbole de la faillite de la fuite en avant technologique p.33
- = La Banque de Russie se prémunit contre les sanctions monétaires p.37



Pétrole: Le Prix de l'Indépendance Energétique

Archives de 2000watts.org Lundi, 19 Novembre 2012



Par Jeff Rubin (Canada) - Les Etats Unis sont sur le point de devenir un exportateur net de pétrole. Du moins, c'est la supposée bonne nouvelle des dernières prévisions de l'Agence Internationale de l'Energie. Selon l'AIE, le boom des hydrocarbures de schiste met la production américaine sur une voie royale pour dépasser l'Arabie Saoudite. Au nord de la frontière US, la production de pétrole des sables bitumineux canadiens de l'Alberta devraient suivre une expansion similaire.

La notion "d'indépendance énergétique", concept un peu tiré par les cheveux, semble bien résonner pour le public cible de l'AIE, qui est en grande partie américaine. Quelle que soit la rhétorique politique des deux candidats à la présidentielle, l'indépendance énergétique n'est pas la vraie question face à l'économie et aux automobilistes américains. Le vrai problème, c'est le prix du pétrole. Ce n'est pas son pays d'origine!

Le problème n'est pas la disponibilité, mais le prix pour extraire le pétrole

Est-ce vraiment important si le pétrole vient des forages américains, du Canada, du Venezuela voir du Moyen-Orient? Hostile ou amical, aucun

fournisseur étranger n'a fermé le robinet. Du moins pas depuis le choc pétrolier de l'OPEP il y a trois décennies. Le problème actuel pour les consommateurs ce n'est pas la disponibilité du carburant, mais le prix nécessaire pour le faire sortir du sol. Malheureusement, ce prix est déjà bien trop élevé par rapport à ce que nous pouvons nous permettre.

Le baril de Brent est en vol stationnaire à près de 110 \$ en raison précisément de notre dépendance croissante sur les sources non conventionnelles d'approvisionnement. Ces mêmes sources qui sont défendues dans le rapport de l'AIE. L'indépendance énergétique ne va pas changer la réalité d'un prix du pétrole à trois chiffres. Au contraire, les prix du pétrole vont devoir encore grimper pour que les prévisions de l'AIE se réalisent. Si c'est le cas, est-ce que l'indépendance énergétique a une quelconque valeur pour les consommateurs de pétrole?

Le Mirage des sables bitumineux

L'AIE prétend qu'une augmentation considérable de l'offre d'un pétrole non conventionnel peut se réaliser avec une légère augmentation des prix sur les marchés. Un optimisme aussi béant est démenti par l'industrie. Sortir le pétrole du sous-sol n'a jamais été aussi cher et la tendance est à la hausse. Il suffit de regarder le frein des dépenses réalisés par les exploitants des sables bitumineux au Canada et le manque de pipelines pour exporter leur or noir de l'Alberta. Est-ce que la production de sable bitumineux est-elle vraiment sur le point de tripler dans les prochaines décennies?

Les USA savent comment réaliser des forages horizontaux, de fracturation ou de drainage par gravité au moyen de vapeur (SAGD) mais pourquoi sont-ils en train de s'acharner sur des forages aussi problématiques que les sables bitumineux ou les hydrocarbures de schistes du Bakken (Dakota du Nord)? Aucune d'entre-elles ne sont de nouvelles découvertes mais sans l'augmentation des prix sur les marchés, personne ne partirait en chasse de ces puits.

Un baril à 200\$ pour réaliser les rêves de l'AIE?

L'augmentation des prix n'est pas un mystère. Plus les prix du pétrole augmentent, plus la production augmente. C'est un principe économique

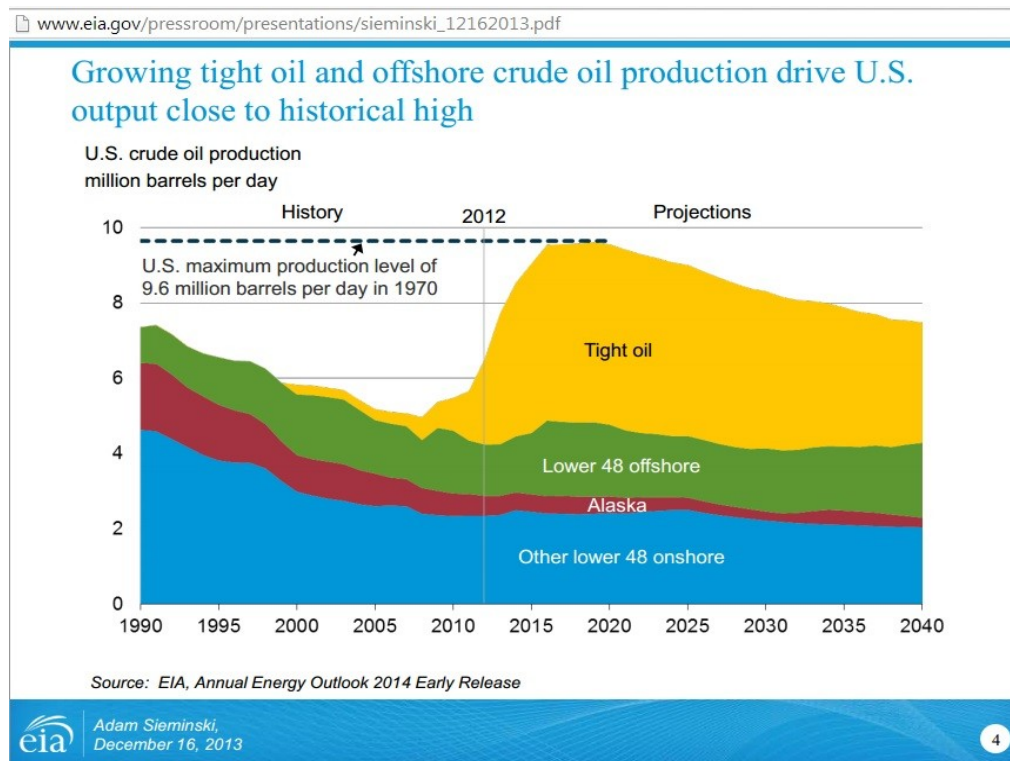
fondamental que confronte sans cesse les géologues du pic pétrolier (peak oil).

Dans un monde où le baril toucherait 200\$, l'AIE a probablement raison de croire que la production américaine pourrait atteindre 11 millions de barils par jour, ou que le Canada pourrait fournir 6 millions de barils sur le marché mondial.

Le problème avec une telle perspective de production est expliquée par un autre axiome économique. Plus le prix du pétrole augmente, moins nos économies peuvent se permettre d'en consommer. Quand la croissance économique mondiale est déjà sur le point de s'arrêter avec un baril à 100 dollars, que pensez-vous qu'il adviendra de la croissance économique (et donc mondiale) si les prix doivent atteindre les niveaux nécessaires pour réaliser les rêves d'approvisionnement de l'AIE ?

[Pic pétrole US pour 2016 ?](#)

Blog de Yoananda 14 août



Autre [source](#), selon l'agence internationale de l'énergie le pic de production pétrolier US pourrait intervenir dès 2016.

Comment va réagir l'opinion publique a qui on a promis l'indépendance

énergétique aux US ?

Pic pétrolier 2 : le retour du comeback ! Et il n'est pas content

Publié par [yoananda](#) le août 11, 2014

Si vous voulez couper court au blabla pipo-scientifique, je vous invites à lire la "conclusion de la conclusion". Sinon, si la question technique du pic pétrolier vous intéresse ... lisez la suite, même si c'est un peu long et pompeux.

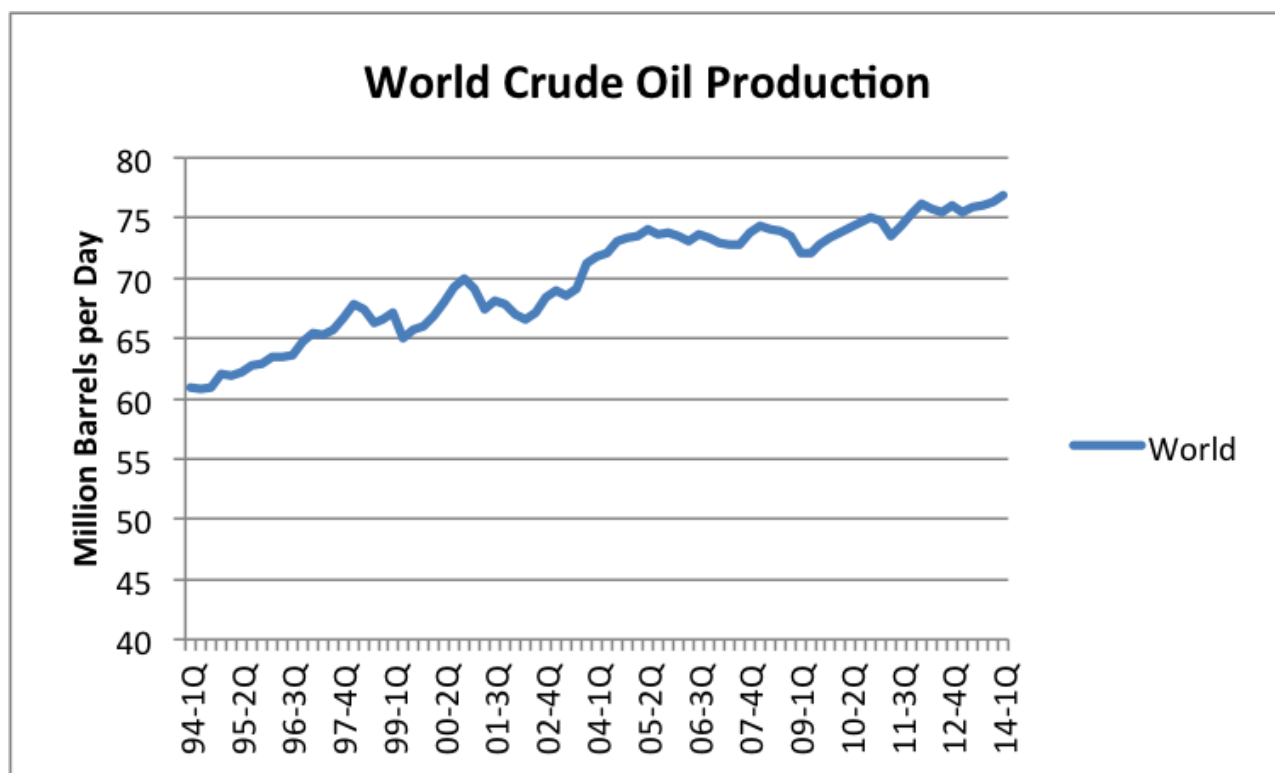
Cet article fait suite à la [controverse](#) sur les deux manières d'expliquer la crise. En tant que picquiste j'ai essayé de voir ce que disait "l'autre camp" (ce que je croyais connaître mais en fait pas vraiment) et trouvé pas mal d'arguments convaincants.

En simplifiant :

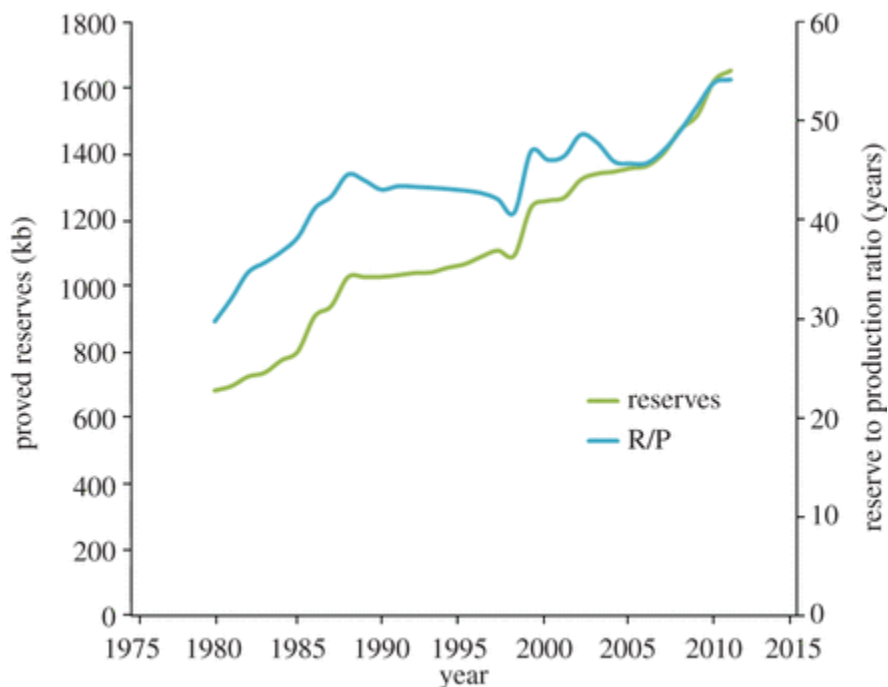
- pour les uns, la crise est financière, ce qui induit une baisse de la demande, et donc de la production pétrolière
- pour les autres, la production de pétrole patine et provoque la crise par contre-coup

Même si les deux explications sont en partie vraie, il est important de trancher pour savoir a quelle sauce on va être mangé et aussi pour savoir qu'elles sont les solutions potentielles de la crise, autant au niveau individuel que collectif.

Ça fait 8 ans que j'étudie le sujet et ses conséquences presque tous les jours. Je me suis posé la question suite à la publication des chiffres de BP en juin qui montraient sans équivoque une augmentation de la production mondiale de pétrole.



Autre fait important : chaque année, on améliore nos techniques d'extraction et on découvre du nouveau pétrole exploitable. Du coup, le ratio pétrole en réserve / pétrole produit augmente ! Ce qui signifierait qu'on est très loin du pic.



Je suis allé sur les blogs francophones (OilMan) et j'ai été assez déçu par le niveau des discussions : le manque d'argument est compensé par la

conviction. L'esprit qui y règne a une tendance sectaire.

Je me suis rabattu chez les anglo ou la, j'ai trouvé à qui parler. Voici le résultat de mes recherches.

- Gail Tverberg : une spécialiste du sujet, mais faisant parti des picquistes
- 2 papiers du FMI sur le pic pétrolier et son impact économique
- La royal society : le meilleur papier que j'ai jamais lu sur le pic pétrolier.
- L'AIE (agence de l'énergie australienne) : moins bien étayé, mais très intéressant en tant que position officielle sur le sujet
- Ajout de dernier moment : Ambrose Evan Pritchard

Gail Tverberg

Gail, une blogueuse "mondialement reconnue" (dans la blogosphère des peakistes du moins) vient d'écrire un [article](#) très intéressant sur la situation, même si elle reste confiné dans la vision typique d'un picquiste, elle explique que malgré l'augmentation apparente de la production de pétrole, la situation trahit bien l'arrivée imminente du pic pétrolier.

Cette augmentation se fait dans des conditions très instable pour les plus gros producteurs :

Leading Crude Oil Producers First Quarter 2014

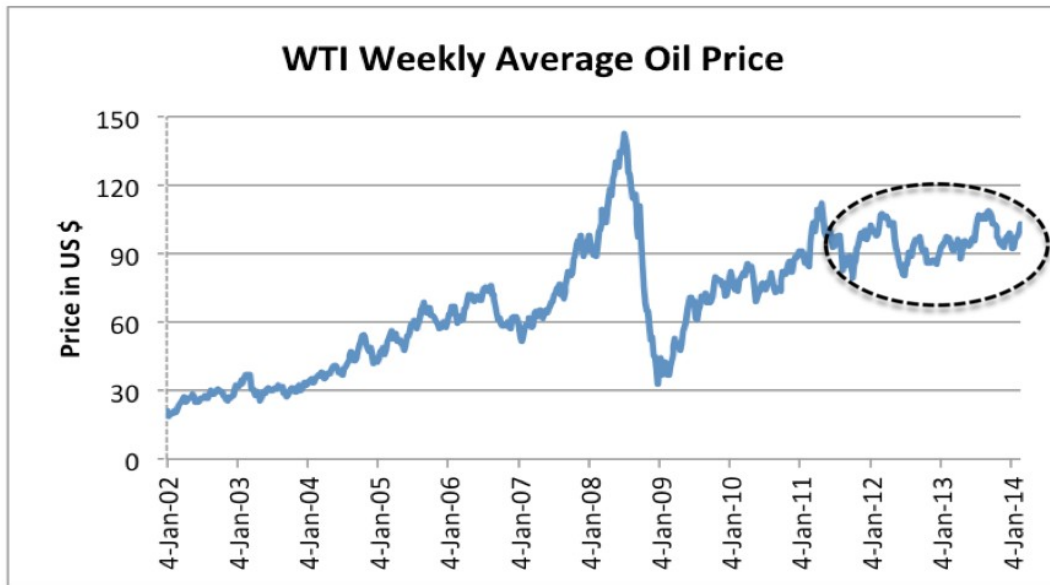
Rank	Country	Million Barrels per Day	Prospects
1	Russia	10.1	Decline
2	Saudi Arabia	9.8	Unstable
3	United States	8.1	Bubble
4	China	4.2	Flat; Decline?
5	Canada	3.5	Increase
6	Iraq	3.3	Unstable
7	Iran	3.3	Unstable
8	United Arab Emirates	2.8	Unstable
9	Kuwait	2.7	Unstable
10	Mexico	2.5	Decline

Based on EIA Data

Le prix du pétrole est stable, a l'inverse des coûts de production qui vont

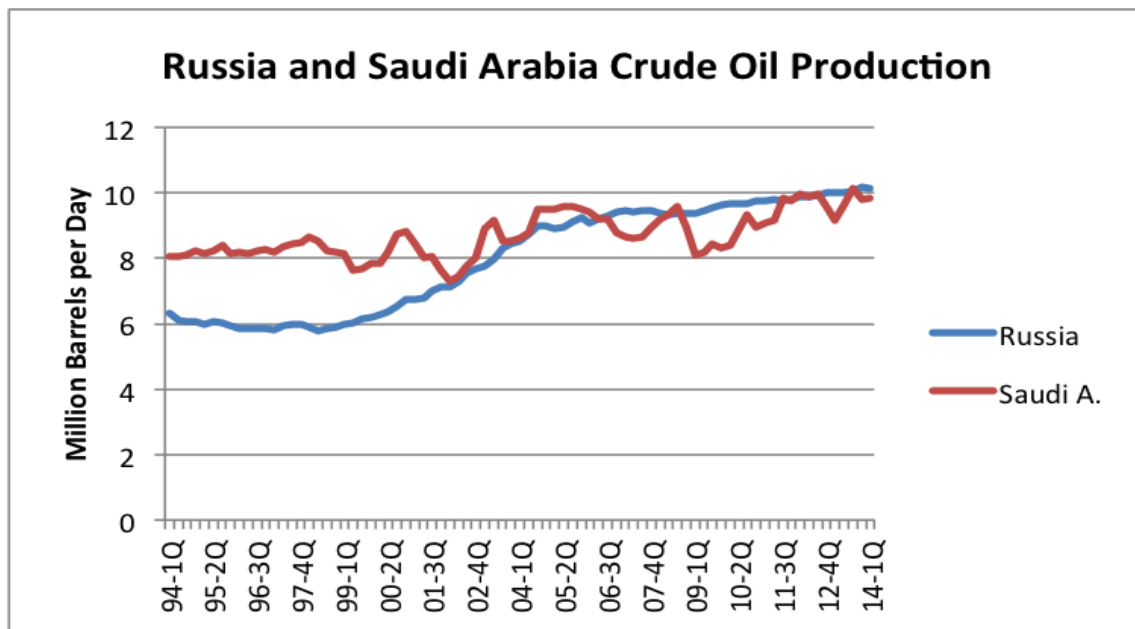
devoir augmenter malgré tout (cf les 2500 milliards de dollar à trouver tous les ans jusqu'en 2035 [selon](#) l'IEA) :

Right now, oil prices don't seem very high



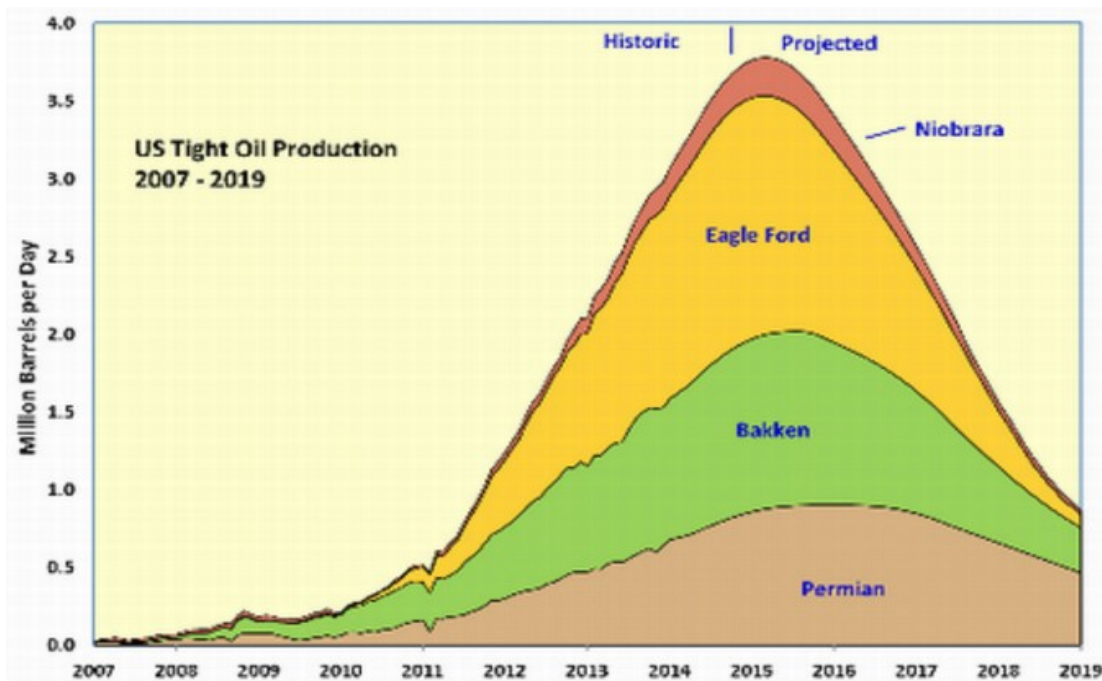
Source: Based on US Energy Information Administration data.

L'Arabie Saoudite est instable, et les Russes ont entamé leur déclin (le tout petit déclin en bout de graphe est confirmé par les annonces faites par la [Russie](#) elle-même) :

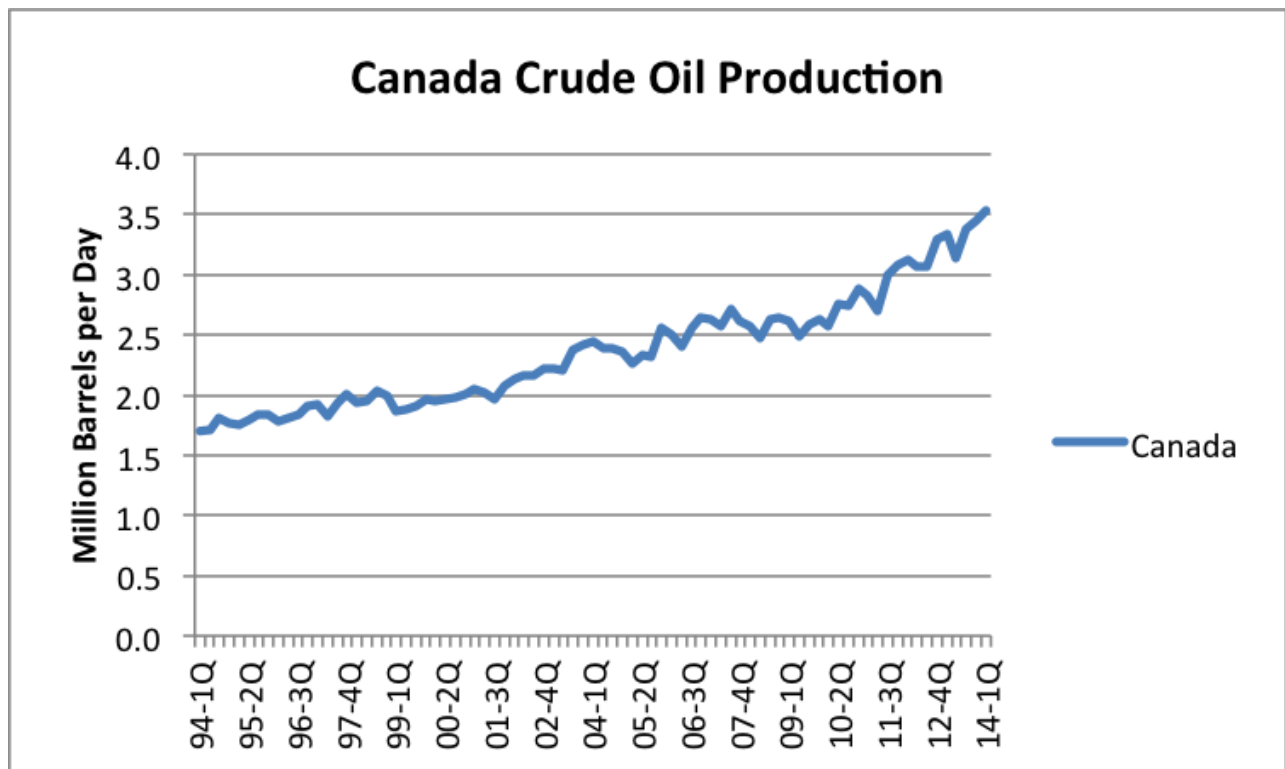


La production US s'améliore grâce à la fracturation hydraulique, mais ce n'est pas une production pérenne. Le pétrole est de mauvaise qualité, et demande de gros efforts financiers qui ne sont même pas vraiment rentable

malgré les conditions fiscales et bancaires plus que favorables (taux 0, niche fiscale). En un mot, c'est une bulle. Un article récent confirme que le miracle US va sûrement être très éphémère :



Le Canada s'en sort plutôt bien avec ses "huiles de sable", mais à un coût environnemental énorme, on est en train de récurer le fond du pot :



Même si ce post est très intéressant, il ne réponds pas vraiment à la question, notamment à l'objection que je lui ai formulée sur la [question](#) des investissements. Traduction :

Donc je reviens sur ces besoins en investissements, je vous la fait court, selon les chiffres de l'[IAE](#) page 11 :

- on est passé de 600 milliard par an a 1600 entre 2000 et 2013, ce qui correspond à +8% par an
- il faudrait 2600 milliard en moyenne par an jusqu'en 2035 pour compenser le déclin, accroître la production, améliorer l'efficacité énergétique, ce qui correspond à +4% en moyenne par an.

Pas de quoi s'affoler si c'est 2X moins que ce qu'on à fait pendant plus de 10 ans !

FMI

Le FMI ne donne pas de date à proprement parler mais réponds indirectement à cette question des investissements. Mais il se pose exactement la même question, même si l'approche est différente. Pour eux, il va falloir augmenter le [prix à la pompe](#) d'une part.

The main objective of this paper has been to propose and to empirically evaluate a model of the world oil market that does not take an a-priori view of the relative importance of binding resource constraints versus the price mechanism for world oil supply. We do not want to rule out either of these mechanisms, because the recent data tell a convincing story that both must have been important. **Our empirical representation of this view models oil supply as a combination of the Hubbert linearization specification of Deffeyes (2005) and a price mechanism whereby higher oil prices increase oil output.** Our empirical results vindicate this choice. Our model performs far better than competing models in predicting either oil production or oil prices out of sample, in a field where predictability has historically been low. Our empirical results also indicate that, if the model's predictions continue to be as

accurate as they have been over the last decade, the future will not be easy. **While our model is not as pessimistic as the pure geological view, which typically holds that binding resource constraints will lead world oil production onto an inexorable downward trend in the very near future, our prediction of small further increases in world oil production comes at the expense of a near doubling, permanently, of real oil prices over the coming decade. This is uncharted territory for the world economy**, which has never experienced such prices for more than a few months. Our current model of the effect of such prices on GDP is based on historical data, and indicates perceptible but small and transitory output effects. But we suspect that there must be a pain barrier, a level of oil prices above which the effects on GDP becomes nonlinear, convex. We also suspect that the assumption that technology is independent of the availability of fossil fuels may be inappropriate, so that a lack of availability of oil may have aspects of a negative technology shock. In that case the macroeconomic effects of binding resource constraints could be much larger, more persistent, and they would extend well beyond the oil sector. Studying these issues further will be a priority of our future research.

Ce rapport tente justement de répondre à la question que je posais récemment entre la demande et la production, qui influence l'autre. Pour le coup, ils essayent de déterminer qu'est-ce qui influence la production : les contraintes géologiques pure ou bien les mécanismes de marchés (quand le prix du pétrole augmente, on produit plus). Leur modèle intègre les deux aspects ! Le prix du baril serait à 170\$ en 2020 contre 100\$ aujourd'hui. Autant dire qu'en effet, on a aucune idée de comment l'économie réagira.

Et d'autre part, ils se rendent compte aussi qu'un peu [moins de pétrole](#) à des conséquences très importantes sur l'économie, contrairement à ce que nous disent les économistes.

Royal Society

On est dans du lourd la. C'est le meilleur [papier](#) que j'ai lu sur la question. Pas du tout partisan, scientifique quoi ! Ils examinent vraiment tous les arguments que j'ai pu lire à droite à gauche, plus d'autres que je connaissais

pas, et surtout se placent demblé dans la perspective ou il y a deux explications concurrentes pour le pétrole.

Some commentators forecast a peak in the near future and a subsequent terminal decline in global oil production, while others highlight the recent growth in ‘tight oil’ production and the scope for developing unconventional resources. There are disagreements over the size, cost and recoverability of different resources, the technical and economic potential of different technologies, the contribution of different factors to market trends and the economic implications of reduced supply. Few debates are more important, more contentious, more wide-ranging or more confused.

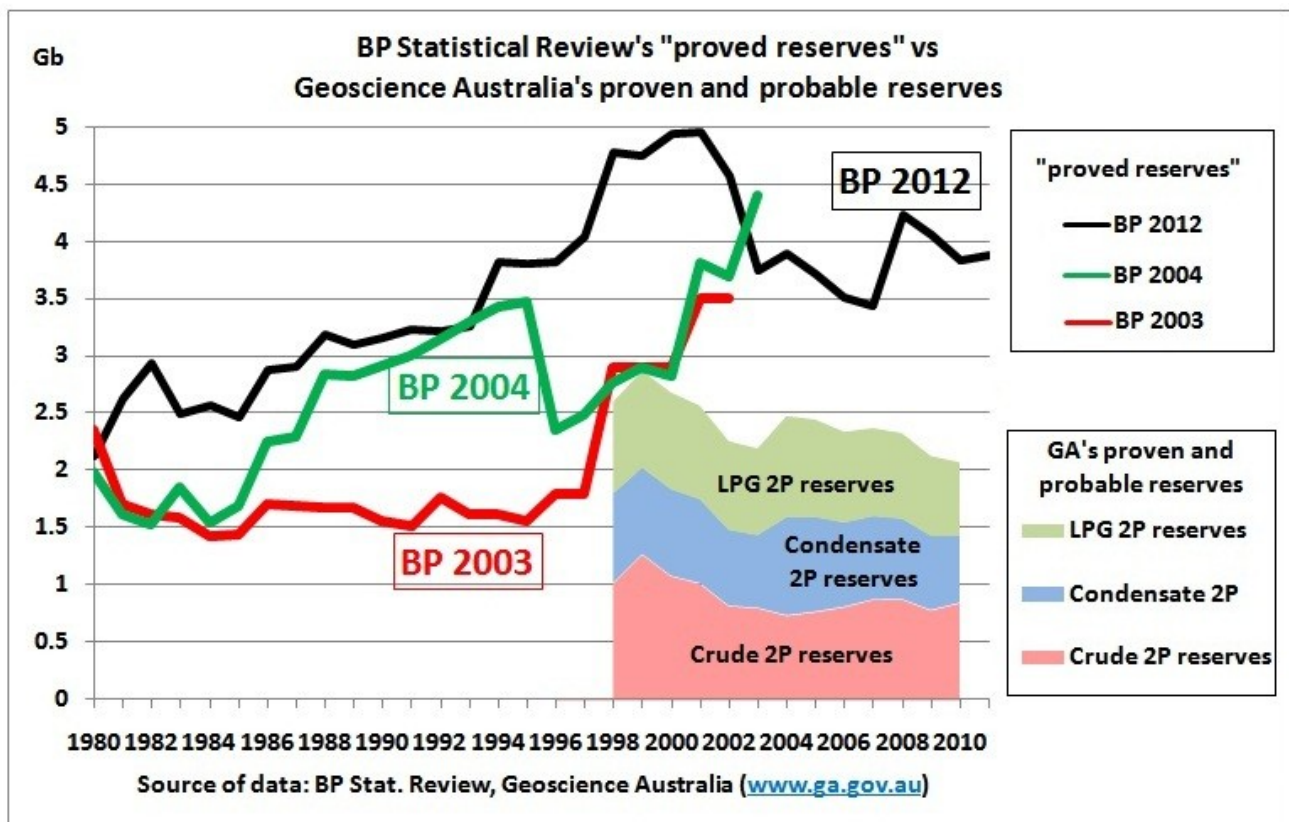
But despite multiple uncertainties, the timing of the global peak in *conventional* oil production appears relatively insensitive to both the size of recoverable resources and the shape of the production cycle [11,61]. Simple calculations suggest that delaying a global peak in conventional oil production beyond 2030 would require more than 1700 Gb of remaining recoverable resources (i.e. a URR>3000 Gb), together with a relatively slow increase in production prior to the peak and a relatively rapid decline thereafter, especially if the peak is extended into a multi-year plateau [11].

Following an earlier literature review, **we concluded that a sustained decline in global conventional production appears probable before 2030 and there is significant risk of this beginning before 2020** [11,62]. This assessment excluded tight oil resources since these were classified as unconventional. However, on current evidence the inclusion of tight oil resources appears unlikely to significantly affect this conclusion, partly because the resource base appears relatively modest ([figure 9](#)). Despite rising proved reserves, the depletion of conventional oil resources is relatively advanced with cumulative production equal to at least 30% of the global URR (i.e. close to the point at which production has typically been found to decline in a region).

Point notable, la royal society note que la question du ratio réserves/production n'est pas un indicateur valable :

Global proved reserves are rising, together with the global proved reserve to production (R/P) ratio ([figure 6](#)), suggesting to some that there is little risk of near-term supply constraints [[15](#)]. But proved reserves provide a misleading basis with which to measure depletion or forecast future production rates [[16](#)] and similar trends in R/P ratios have been observed in regions such as the UK where production has peaked and then declined [[11](#)].

Je n'ai malheureusement pas réussi à trouver beaucoup d'information sur le sujet mais voila le genre de graphe que ça peut donner :

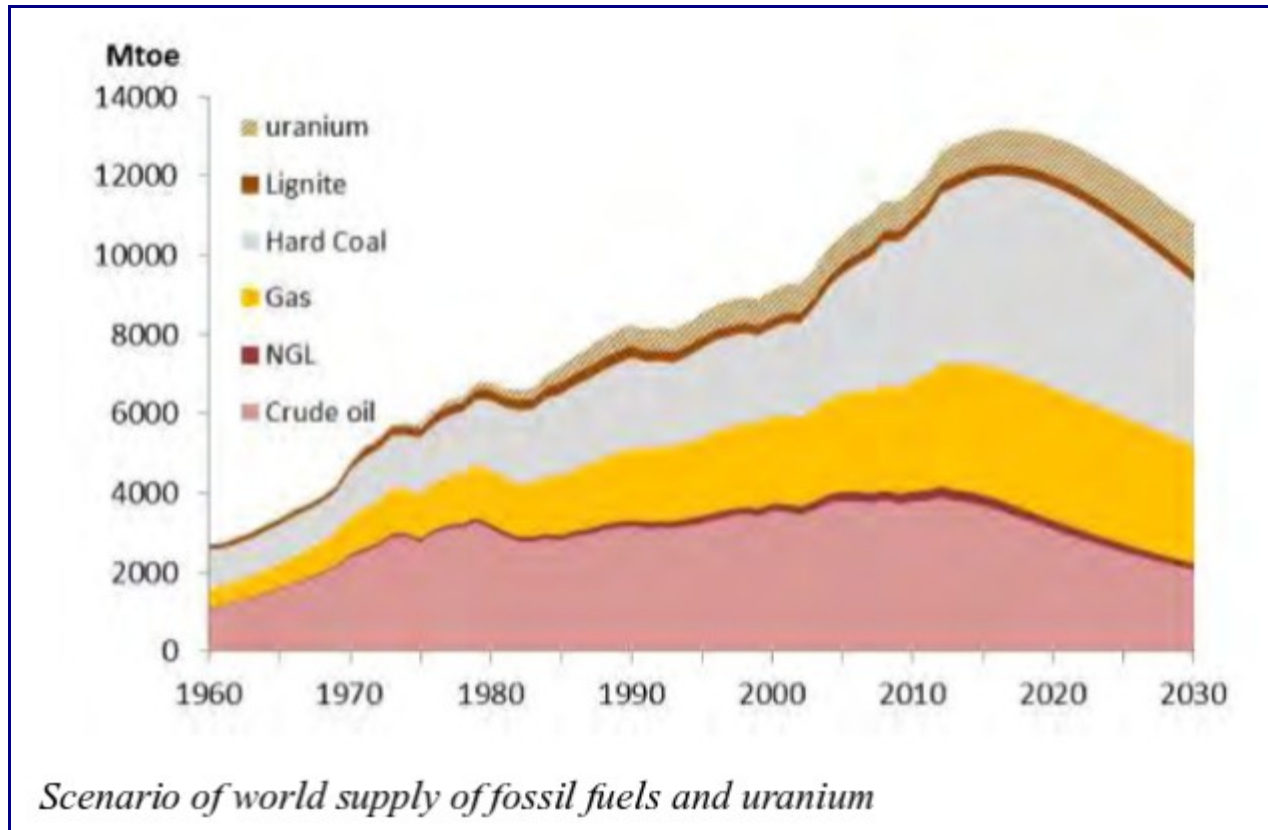


Notez que les investisseurs utilisent le ration "[EV/2P](#)" (valeur de la société divisé par son ratio de réserves prouvées).

AIE

Rapport ultra complet qui examine le pétrole, le gaz, le charbon et l'uranium. Tout ce qui est fossile en gros.

Je vous la fait court :



Le pic "fossile" tout confondu est pour très bientôt.

Ambrose Evan Pritchard

Il vient [confirmer](#) le gros malaise au niveau du cashflow des pétrolières (elles ne gagnent plus assez pour investir/payer les dividendes, alors elles revendent du patrimoine) :

The EIA said revenues from oil and gas sales have reached a plateau since 2011, stagnating at \$568bn over the last year as oil hovers near \$100 a barrel. Yet costs have continued to rise relentlessly.

Companies have exhausted the low-hanging fruit and are being forced to explore fields in ever more difficult regions.

Conclusion

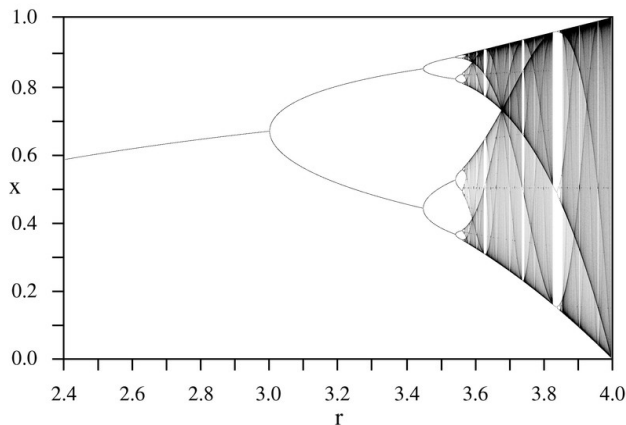
En résumé nous avons vu :

- http://aie.org.au/AIE/Documents/EWG-update2013_long_18_03_2013.pdf
- <http://royalsocietypublishing.org/content/372/2006/20130179>

- <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12256.pdf>
- <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12109.pdf>
- <http://ourfiniteworld.com/2014/08/06/making-sense-of-the-us-oil-story/>

Le débat sur le pic pétrolier se sophistique et se complexifie. On peut y voir la tentative désespérée des picquistes de ne pas admettre leurs torts en cherchant à retourner une situation à leur désavantage.

Mais on peut y voir autre chose. En théorie du chaos, on a ce qu'on appelle des "fenêtres de stabilité" (les endroits où il y a des raies blanches) :



Entre deux fenêtres, c'est "le chaos" (ça part dans tous les sens). Je pense qu'on est justement en train de sortir d'une fenêtre de stabilité. **Jusqu'à présent (= avant 2008) la production pétrolière était déterminée par la demande. Après le pic pétrolier, ce sera la production qui déterminera la demande. Ce sont deux fenêtres de stabilité. Mais entre les 2 ?** la transition ne se fait pas du jour au lendemain ! Pendant la transition les deux explications sont valables, un peu plus ou un peu moins selon les circonstances, selon les "boucles de feedback" qui s'activent ou se désactivent.

Nous entrons dans la phase où le pétrole peu cher décline. Que ce soit du pétrole facile à extraire ou pas. Dans un cas, c'est le pétrole qui est difficile à extraire ou raffiner, dans l'autre, le pétrole est techniquement peu coûteux, mais du coup, les gens autour se battent pour lui, ce qui augmente le coût de sécurisation. On a donc un phénomène relativement homogène d'augmentation du coût du pétrole.

Les indicateurs financiers montrent que pourtant le coût du pétrole va encore augmenter. Pour l'instant le marché est en équilibre mais ça ne saurait durer. Il y aura des effets en cascade dans de nombreux secteurs de l'économie,

allant de la finance à l'alimentaire. Vu l'état de chaos et de fragilité globale de l'économie, ça n'augure rien de bon.

Conclusion de la conclusion

Le sujet de la production pétrolière est un sujet très complexe et plein d'incertitudes (par manque d'information). D'un côté les médias main stream et les financiers sont la tête dans le guidon et se contentent d'arguments pré-machés comme quoi le pic est pour dans longtemps, pas besoin de s'inquiéter, business as usual.

De l'autre, les picquistes nous alarment depuis des décennies avec des prédictions de fin du monde qui n'arrivent jamais et de nombreux arguments qui sont faux ou simplistes.

Mais on commence à avoir des papiers sérieux sur le sujet, de la part d'institutions "respectables" qui se posent de vraies questions sur le sujet. Et leur réponse est sans ambiguïté : le pétrole pas cher et fini. Les conséquences sur l'économie sont importantes et vont l'être de plus en plus. Le pic pétrolier est non seulement imminent mais déjà entamé.

Ce qui valide donc le fait de s'interroger sur les effondrements de civilisations ainsi que la lecture "pic pétrolière" de l'actualité géo-politique : intensification de la compétition pour l'énergie, et donc déstabilisation de l'ordre mondial, tel qu'on peut le voir actuellement avec la crise Ukrainienne, Syrienne et les autres.

Pour l'instant le PIB monte, mais c'est surtout de l'endettement qui le gonfle artificiellement. Les US ont passé leur pic voiture en 2008 par exemple, mais à l'échelle mondiale, on n'a pas de chiffre. Difficile donc de savoir où on se situe exactement.

A noter que si la politique [450](#) anti-réchauffement (450ppm étant la limite de CO2 qu'on s'impose de ne pas dépasser) est votée par les pays, les pétroliers sont pour ainsi dire finis. Ils ont pris de gros risques financiers.

La question de savoir comment s'adapter au monde qui vient est donc cruciale. On y reviendra. Grosso modo, on grand maximum 10 ans avant le pic pétrolier. Il semble raisonnable de se situer à un horizon de 5 ans, avant 2020. Dans 20 ans le monde aura très probablement beaucoup changé. 5 ans pour agir et se préparer ... ça passe très vite, de part ma propre expérience.

La zone euro sur la voie de la récession ?

Philippe Herlin Publié le 14 août 2014 "GoldBroker.com tous droits réservés"

Les Etats-Unis viennent d'annoncer une croissance (annualisée) de 4% pour le deuxième trimestre, après le très mauvais résultat du premier (finalement révisé, pour la troisième fois, à -2,1%, au lieu de -2,9%). Une bonne nouvelle, mais attendons les prochaines révisions officielles de ce chiffre, tant il paraît miraculeux... Nous y reviendrons.

En Europe par contre, la tendance est bien plus claire : elle passe progressivement d'un espoir déçu de faible croissance à la stagnation, puis aux premiers signes de récession. En Italie, le "miracle" Matteo Renzi a l'air de faire long feu : le pays connaît son deuxième trimestre de récession de suite, -0,2 après -0,1%. Réagissant à ces chiffres, le ministre de l'économie, Pier Carlo Padoan, a reconnu, dans une interview au quotidien Il Sole 24 Ore du 6 août, que le pays se trouve "dans une phase de sortie de la récession très pénible, car la récession est vraiment profonde. "

La France n'est pas officiellement en récession, mais l'horizon de la croissance reste désespérément plat. François Hollande a déclaré attendre de l'Allemagne "un soutien plus ferme à la croissance", notamment en investissant plus. Berlin renvoie Paris dans ses buts : "Les déclarations très générales en provenance de Paris ne fournissent aucune raison pour de quelconques corrections dans la politique économique du gouvernement allemand", a déclaré la porte-parole du gouvernement, Christiane Wirtz. Élément aggravant pour Paris, par rapport à Rome, les comptes publics sont encore loin des 3% de déficit, et Bruxelles va devenir de moins en moins patiente.

Mais le chiffre le plus inquiétant, et le plus révélateur, vient d'Allemagne. Selon [l'Office fédéral des statistiques](#), les commandes de l'industrie allemande connaissent une chute record à la mi-2014. Après une baisse de 1,6% en mai, elles ont chuté de 3,2% en juin. La demande au niveau national baisse (-1,9%), ce qui constitue un indicateur avancé d'un ralentissement de l'économie. Mais surtout, la commande extérieure flanche sérieusement (-4,1%) et, plus spécialement, les commandes de la zone euro, qui se sont effondrées pour le mois de juin (-10,4%). Voici la preuve que les fondamentaux de la croissance (l'investissement productif des entreprises)

sont au rouge dans la zone euro. Aucune véritable croissance ne pourra être obtenue, hormis quelques poussées éphémères actionnées par la consommation, elle-même financée par de la dette publique, ce que sait très bien faire la France ; mais le jeu atteint désormais ses limites.

C'est désormais la locomotive allemande, la seule véritable source de croissance en zone euro, qui est touchée. Ce retournement des commandes à l'industrie, aussi bien en interne qu'à l'exportation, montre que le véritable ressort de la croissance est cassé. Et cela ne pourra à terme que réactiver les crises de la dette et de l'euro...

Source : <https://www.goldbroker.com/fr/actualites/zone-euro-voie-recession-564>

"Vous voulez être la chienne de l'Oncle Sam ? Vous en paierez le prix ! "

Blog de la résistance 14 août The Saker

Je fais juste une courte pause, depuis ma vie dans le « monde réel », afin de commenter [les nouvelles du jour](#), qui sont d'importance : la Russie lance un embargo total de 12 mois sur l'importation de bœuf, porc, fruits et légumes, volaille, poisson, fromage, lait et produits laitiers en provenance de l'Union européenne, des États-Unis, de l'Australie, du Canada et du Royaume de Norvège. La Russie met également en place une interdiction de son espace aérien aux compagnies aériennes européennes et américaines qui survolent la Russie pour se rendre en Asie orientale, à savoir, dans la Région Asie-Pacifique, et envisage de modifier ce que l'on appelle les points d'entrée et de sortie de l'espace aérien russe pour les vols réguliers et les charters européens.

En outre, la Russie est prête à revoir les règles d'utilisation des routes transsibériennes, et mettra également fin aux discussions avec les autorités aériennes américaines sur l'utilisation des routes de Sibérie. Enfin, à partir de cet hiver, il se peut que nous révoquions les droits supplémentaires accordés par les autorités aériennes russes au-delà de ce que prévoyaient les accords précédents. C'est un développement tellement intéressant et important qu'il nécessite une analyse beaucoup plus subtile que le simple [calcul brut](#) de ce que cela pourrait coûter à l'Union Européenne ou aux États-Unis. Je ne vais pas tenter un tel calcul, mais je tiens en revanche à souligner les éléments

suivants :

Tout d'abord, il s'agit d'une réponse typiquement russe. Il y a une règle de base que chaque enfant russe apprend à l'école, dans les combats de rue, dans l'armée ou ailleurs : ne jamais promettre et de ne jamais menacer ; agir et c'est tout. Contrairement aux politiciens occidentaux qui ont passé des mois à brandir des menaces de sanctions, les Russes se sont contentés de dire, de manière plutôt vague, qu'ils se réservaient le droit de répondre. Et puis, BANG !, cet embargo étendu et ambitieux qui, contrairement aux sanctions occidentales, aura un impact majeur sur l'Occident, mais bien davantage encore sur la Russie (plus à ce sujet dans un instant). Cette technique du « pas de mots, seulement de l'action » est conçue pour maximiser la dissuasion d'éventuels actes hostiles : puisque les Russes se gardent d'explicitier les mesures de représailles qu'ils pourraient être amenés à prendre, Dieu seul sait ce qu'ils feront ensuite ! :-) Pour couronner le tout, et augmenter le sentiment d'insécurité ainsi suscité, les Russes ont seulement fait savoir que c'était là les mesures dont ils avaient convenu, mais ils n'ont précisé ni quand elles seraient introduites, ni si c'était partiellement ou totalement, ni contre qui. Ils ont également fortement laissé entendre que d'autres mesures étaient à l'étude, c'est-à-dire dans les tuyaux.

Deuxièmement, les sanctions sont merveilleusement ciblées. Les Européens ont agi comme des prostituées sans colonne vertébrale et sans cervelle dans toute cette affaire : ils ont été opposés à des sanctions contre la Russie dès le premier jour, mais ils n'ont pas eu le courage de le dire à l'oncle Sam, de sorte qu'à chaque fois ils ont fini par céder. Le message russe à la communauté européenne est simple : vous voulez être la chienne [NdT : ou la pute] de l'Oncle Sam ? Vous en paierez le prix ! Cet embargo va particulièrement mettre à mal l'Europe du Sud (Espagne, France, Italie, Grèce), dont la production agricole va souffrir grandement. Ces pays se trouvent également être les plus faibles de l'Union Européenne. En les frappant, la Russie va susciter le maximum de frictions – même si dans une certaine mesure, les frictions sont inévitables – à l'intérieur de l'Union Européenne sur la question des sanctions contre la Russie.

Troisièmement, non seulement les transporteurs de l'Union Européenne seront désormais handicapés par des coûts et un temps de vol bien plus élevés sur le très important itinéraire Europe-Asie, mais il n'en sera pas de même

des transporteurs asiatiques, ce qui confèrera à ces derniers un double avantage concurrentiel. Comment est-ce une façon de récompenser un côté tout en frappant l'autre ? L'Union Européenne a mis une compagnie aérienne russe en difficulté pour ses vols à destination de la Crimée (Dobrolet) et à cause de cela, c'est toute la communauté des compagnies aériennes de l'Union qui pourrait se trouver face à un énorme désavantage vis-à-vis de ses homologues asiatiques.

Quatrièmement, la Russie a utilisé ces sanctions pour faire quelque chose de vital pour l'économie russe. Je m'explique : après l'effondrement de l'URSS, l'agriculture russe était en plein désarroi, et le bonhomme Eltsine n'a fait qu'empirer les choses. Les agriculteurs russes ne pouvaient tout simplement pas rivaliser avec les grosses entreprises du secteur agro-industriel avancé de l'Ouest, qui ont bénéficié d'énormes économies d'échelle, d'une recherche coûteuse et de haute technologie en matière de produits chimiques et biologiques, qui avaient une chaîne complète de production (souvent au sein de grandes exploitations) et une capacité de commercialisation d'une qualité supérieure. Le secteur agricole russe, lui, souffrait gravement, désespérément, d'un manque de barrières douanières et d'une absence de tarifs qui lui eussent permis d'être protégé des géants capitalistes occidentaux ; au lieu de cela, la Russie s'est astreinte volontairement à respecter les termes de l'OMC et finalement en est devenue membre. Aujourd'hui, la Russie utilise cet embargo total pour donner à l'agriculture russe un temps qui lui est absolument indispensable afin d'investir et de prendre une part beaucoup plus importante sur le marché russe. Gardez également à l'esprit que les produits russes sont sans OGM, et qu'ils ont beaucoup moins de conservateurs, d'antibiotiques, de colorants, d'exhausteurs de goût ou encore de pesticides. Comme de surcroît ils sont locaux, ils n'ont pas besoin, pour être mis sur le marché, d'utiliser le type de techniques de réfrigération/conservation qui font généralement que les produits ont un goût de carton. En d'autres termes, les produits agricoles russes ont bien meilleur goût, même si cela ne suffit pas pour être compétitifs. Cet embargo leur donne maintenant un puissant élan pour investir, se développer et conquérir des parts de marché.

Cinquièmement, il y a 100 pays qui n'ont pas voté avec les États-Unis sur la Crimée. Les Russes ont déjà annoncé que ce sont les pays avec lesquels la Russie négociera pour leur fournir les produits qu'ils ne peuvent pas produire localement. Une belle récompense pour avoir tenu tête à l'Oncle Sam.

Sixièmement, petit mais savoureux : avez-vous remarqué que les sanctions adoptées par l'Union Européenne ont été mises en place pour trois mois seulement, et qu'« elles doivent être réexaminées » plus tard ? En introduisant un embargo de 12 mois, la Russie envoie également un message clair : qui, pensez-vous, va bénéficier de ce gâchis ?

Septièmement, il est simplement faux de calculer que le pays X de l'Union Européenne exportait Y millions de dollars en Russie et d'en conclure que l'embargo russe va donc coûter Y millions de dollars au pays en question. Pourquoi est-ce une erreur ? Parce que la non-vente de ces produits va entraîner la création d'un surplus qui, à son tour, va nuire à la demande ou, si la production est réduite, affectera les coûts de production (économies d'échelle). En revanche, pour un pays hypothétique Z non-membre de l'Union Européenne, un contrat avec la Russie pourrait signifier assez d'argent pour investir, moderniser et devenir plus compétitif, non seulement en Russie, mais sur le marché mondial, y compris dans l'Union Européenne.

Huitièmement, les pays baltes ont joué un rôle particulièrement agressif dans l'ensemble de l'affaire ukrainienne, et maintenant certaines de leurs industries les plus rentables (comme la pêche), qui étaient à 90 % dépendante de la Russie, devront fermer. Ces pays sont déjà en désordre, mais maintenant, ils vont aller encore plus mal. Encore une fois, le message qui leur est adressé est simple : vous voulez être la chienne de l'Oncle Sam ? Payez-en le prix !

Neuvièmement, et c'est ce qui est vraiment important, ce qui se passe est un découplage progressif de la Russie d'avec les économies occidentales. L'Occident a rompu une partie des liens militaires, aérospatiaux et financiers, la Russie a rompu les liens monétaires, agricoles et industriels. Gardez à l'esprit que le marché US/UE est en train de couler, touché par des problèmes systémiques profonds et d'énormes difficultés sociales. En un sens, la comparaison parfaite est celle du Titanic, dont l'orchestre continuait à jouer de la musique tandis que les choses suivaient leur cours. Et bien, la Russie est comme un passager à qui l'on aurait dit que les autorités du Titanic avaient décidé de le débarquer à la prochaine escale. Bon, ma foi, c'est vraiment dommage, n'est-ce pas ?

Dernier point, mais certainement pas le moindre, cette guerre du commerce, combinée avec la russophobie hystérique de l'Occident, réalise en faveur de

Poutine une meilleure campagne de relations publiques que tout ce dont le Kremlin aurait pu rêver. Il suffit à ses préposés aux relations publiques de dire la vérité à la population russe : « nous avons fait les choses comme il fallait, nous avons joué exactement selon le manuel, nous avons fait tout notre possible pour désamorcer cette crise et tout ce que nous demandions, c'était : s'il vous plaît, ne permettez pas le génocide de notre peuple en Novorossia ; et quelle a été la réponse de l'Occident à cela ? cette campagne de haine démentielle, des sanctions contre nous et un soutien inconditionnel aux nazis génocidaires de Kiev ». De plus, étant quelqu'un qui suit attentivement les médias russes, je peux vous dire que ce qui se passe aujourd'hui ressemble beaucoup, pour paraphraser Clausewitz, à la « poursuite de la Seconde Guerre mondiale, mais par d'autres moyens » ; ou en d'autres termes, à une lutte jusqu'à la fin entre deux régimes, deux civilisations, qui ne peuvent coexister sur la même planète et qui sont bloquées dans une lutte à mort. Dans ces conditions, vous pouvez vous attendre à ce que le peuple russe n'en soutienne Poutine que davantage encore.

En d'autres termes, dans un geste typique de judo, Poutine a utilisé à son avantage, et dans tous les domaines, l'élan pris par l'Occident dans sa campagne de dénigrement de la Russie et de dénigrement anti-Poutine : la Russie va en bénéficier économiquement et politiquement. Loin d'être menacé par une sorte de « Maidan nationaliste » cet hiver, le régime de Poutine sort renforcé par sa gestion de la crise (ses sondages sont plus élevés que jamais).

Oui, bien sûr, les États-Unis ont montré qu'ils disposent d'un très large éventail de possibilités pour nuire à la Russie, en particulier grâce à un système de tribunaux (aux États-Unis et dans l'Union Européenne) qui est aussi subordonné à l'état profond des États-Unis que les tribunaux de la République populaire démocratique de Corée le sont à leur propre « Cher Leader » de Pyongyang. Et la perte totale du marché ukrainien (pour les importations et les exportations) affaiblira également la Russie.

Temporairement. Mais à long terme, cette situation est extrêmement avantageuse pour la Russie.

Dans l'intervalle, le [Maidan brûle à nouveau](#), [Andriy Parubiy a démissionné](#), les Ukies pilonnent les hôpitaux et les églises de Novorossia. Qu'y a-t-il de

neuf ?

Quant à l'Europe, elle est en état de choc et furieuse. Franchement, ma propre *Schadenfreude* [NdT : jubilation] ne connaît pas de limites, ce matin. Que ces non-entités arrogantes que sont Van Rompuy, Catherine Ashton, Angela Merkel ou José Manuel Barroso se débrouillent avec la tempête de m*** que leur bêtise et leur veulerie ont créé.

Aux Etats-Unis, Jen Psaki a l'air persuadée que la région d'Astrakhan est à la frontière ukrainienne, tandis que le ministère de la Défense russe envisage « *d'ouvrir des comptes spéciaux sur les réseaux sociaux et les ressources d'hébergement vidéo afin que le Département d'Etat américain et le Pentagone soient en mesure de recevoir des informations impartiales sur les actions de l'armée russe* ».

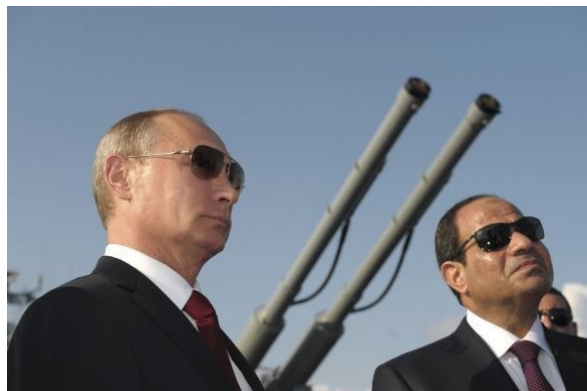
Est-ce que tout cela sera suffisant pour suggérer aux dirigeants de l'Union Européenne qu'ils ont misé sur le mauvais cheval ?

HISTORIQUE

Poutine affirme que le pétrodollar doit mourir :

"Le monopole du dollar dans le commerce de l'énergie est préjudiciable à l'économie Russe" !!!

Zero Hedge / Reuters / resistanceauthentique 14 août



Qui a parlé de casus belli ?!

C'est HISTORIQUE ce qu'a affirmé VLAD aujourd'hui ! Il n'avait jamais été aussi clair et explicite .

C'est une attaque directe ouverte, un véritable missile lancé contre les

intérêts les plus vitaux des états unis d'Amérique : le roi dollar lui même !

(Il s'agit au moins d'un BOULAVAR 30 économique , un missile à trois étages à propergol solide, d'une portée supérieure à 8 000 km¹. Il peut être équipé de dix ogives nucléaires hypersoniques de 100 à 150 kilotonnes à trajectoire indépendante)

Kadhafi, Sadam, sont morts pour moins que ça : mais là c'est la RUSSIE et surtout, c'est POUTINE

Quel personnage, quelle audace, quel stratège, loin loin des *amas de graisse* qui nous gouvernent, ça pas besoin d'être "pro-russe" pour le reconnaître !

Hé bien ils n'en ont que faire ils traitent (et traiterons) Poutine comme un paria, comme ils ont traités Sadam ou Kadhafi

C'est donc une énorme course contre la montre qui est engagée : pour éviter la guerre, la Russie et la Chine ont bien compris qu'il fallait couper l'herbe sous les pieds du colosse aux pieds d'argile , et donc, il faut mettre à terre l'économie étasunienne pour confiner l'oncle Sam dans ses problèmes de politique intérieure .

Ils y perdront *un peu* d'argent, mais éviterons une guerre et s'arrogerons plus de marge de manœuvre pour mettre en place un système multipolaire ;

Donc on va voir une accélération de la chute du dollar et des tensions guerrières, et notre avenir dépend de qui gagnera cette course ! Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance (spécial été)

D'une part, malgré la faiblesse initiale du à l'alerte rouge suivant le triple-dip ("creux") en Europe, les marchés à terme ont d'abord chutés pour bondir seulement ensuite, après que certains gros titres avaient suggérés que la Russie avait de nouveau fait volte face quant à une désescalade imminente en Ukraine (escalade dont le seul intérêt pour la Russie est de garder les prix du brut élevés, elle n'a *absolument aucun autre intérêt*), perpétuant une rumeur qui a été propagée par un média russe par tweet la semaine dernière, et **qui a fait décoller les futures du S & P**

de plus de 50 points en moins d'une semaine, basé sur ... rien.

D'autre part, Poutine a juste dit ce qui suit, et peu importe comment on le tourne, ça montre précisément comment la Russie est positionnée vis-à-vis des futures "escalades".

POUTINE DIT QUE LA RUSSIE DEVRAIT AVOIR COMME OBJECTIF DE VENDRE DU PÉTROLE ET DU GAZ EN ROUBLES GLOBALEMENT , ET CE TANT QUE LE MONOPOLE DU DOLLAR DANS LE COMMERCE DE L'ÉNERGIE EST PRÉJUDICIABLE A L'ÉCONOMIE RUSSE

Reuters ajoute :

Le président Vladimir Poutine a déclaré jeudi que la Russie devrait avoir comme objectif de vendre son pétrole et son gaz contre des roubles à l'échelle mondiale parce que le monopole du dollar dans le commerce de l'énergie était nuisible pour l'économie de la Russie.

"Nous devons agir avec prudence. Pour le moment nous essayons d'obtenir des accords avec certains pays pour le commerce en monnaies nationales," a déclaré M. Poutine lors d'une visite dans la région de Crimée, qu'a annexé Moscou, à l'Ukraine, au début de cette année.

Des pays comme la Chine, l'Inde, l'Iran, le Brésil, et pratiquement tous les autres non-insolvables, c'est-à-dire pays "développés, de l'est" .

Et maintenant, rajoutez à ça «l'isolement» russe (qui est sur le point de pousser l'Europe, pas la Russie, dans une récession à triple-creux) , et plus de désescalade.

GDF aussi

Patrick Reymond 15 août 2014

Félicie, pardon, GDF, aussi, pense à abandonner le nucléaire, le seul qu'il ait, le Belge, une fois.

Mais, ça n'est pas la seule donnée. Une majorité des projets gaziers et pétroliers seraient en surcoût. Moralité : le secteur énergétique devient non rentable. Pour le client, il est désormais plus simple de réduire la consommation, que de payer. L'envolée des prix fait qu'on se pose désormais la question.

La demande des émergents ne peut cacher que 64 % des projets sont en surcoût, et 73 % en retard. Globalement, il atteint 500 milliards de \$, soit 1700 milliards, contre 1200 prévus. Il m'est avis que les budgets d'investissements vont encore plus déraiper qu'ils ne l'ont fait déjà.

La transition énergétique, que chacun veut nier s'invite de façon fracassante au dîner.

Dans un deuxième temps, on verra le club des pom-poms girls du CAC 40 venir pleurer auprès du gouvernement sa rentabilité défunte et réclamer d'autres baisses de salaires.

Les sources "non-conventionnelles", ont aussi leur part de responsabilité dans la crise et le surcoût.

Bien entendu, on s'acharne à "créer" de nouvelles technologies pour consommer 3.5 litres au cent, sans penser qu'on devait déjà y être d'après les études faites en 1990, mais la bagnole, il faut du gros, du cher. Alors que pour y arriver, il fallait alléger, dans tous les sens du terme.

Mais le but du big business n'est pas de satisfaire des besoins, mais ses besoins de lucre.

Sans compter, bien sûr les guerres en Ukraine, Syrie, Irak, faites pour que l'empire anglo-saxon ne perde pas la haute main sur l'énergie...

Zone euro : NOUS Y ARRIVONS !

14 août 2014 par François Leclerc | <http://www.pauljorion.com/blog/?p=67998>

La zone euro est à nouveau au bord de la récession et la pression déflationniste s'amplifie, accentuant le risque d'entrer dans une déflation à la japonaise dont on ne sort pas. L'Allemagne, la France et l'Italie – ses trois premières puissances économiques – sont désormais touchées, chacune à sa manière. Sans que cela influe sur le discours de la BCE et de la Commission, qui préconisent comme si de rien n'était la poursuite des réformes structurelles en prenant comme exemple la mirifique croissance dont bénéficient l'Espagne et le Portugal (0,6% au second trimestre dans les deux cas) après avoir été poussés au fond du trou.

Le discours sur la croissance est épuisé, mais il n'y en a pas de rechange, d'où la crispation de la part de ceux qui n'ont pas d'alternative à proposer à leur politique reposant sur la résorption accélérée et prioritaire de la dette publique. Pourtant, elle ne fonctionne pas, comme le montre notamment la progression de la dette de l'État espagnol : celle-ci a dépassé fin juin les 1.000 milliards d'euros et continue à grimper, prévue pour dépasser le seuil symbolique de 100% du PIB en 2015. D'un point de vue économique, inscrire dans un traité des normes de déficit est tout aussi absurde que d'avoir mené la politique d'austérité, et cela ne garantit en rien qu'elles seront respectées...

Coincés dans leurs certitudes, pris à contre-pied par leur absence de résultats, les dirigeants européens sont globalement incapables de formuler une politique alternative, pris au piège de leurs croyances et allégeances. Ils ont cru trouver dans le moins d'État et la diminution du coût du travail un exutoire, mais leur recette ne fonctionne pas. Dans le meilleur des cas, ils s'en remettent encore une fois à la BCE en souhaitant – sans oser le dire ouvertement – qu'elle suive les traces de ses collègues américaines, britannique et japonaise et achète en grand la dette publique pour enfin s'en débarrasser. Mais cette tardive échappatoire fait partie des interdits dont ces mêmes dirigeants se sont bardés, après les avoir gravés dans des traités, animés par la crainte d'effrayer les marchés et la nécessité de protéger prioritairement les banques, dont le salut attendu ne vient pas. Au mieux, étant dépassés, ils ont démissionné, au pire ils sont complices.

La référence à la croissance, ce grossier indicateur à tout faire, cette abstraction comptable inadaptée, n'est tout simplement plus pertinent. On ne peut plus éluder les dimensions environnementale et sociale de l'activité et

du développement économique dans le calcul du bien-être. Une remise à plat est nécessaire, mais elle implique de rompre avec une idéologie dogmatique à bout de course et de remettre en cause des situations acquises. En fait de réformes de structure, nous y arrivons et elles sont d'envergure ! Elles sont aussi indispensables, mais d'évidence pas les mêmes que celles qui nous sont serinées. La dette publique, quant à elle, n'a d'autre sort possible que d'être restructurée à grande échelle en raison du volume qu'elle a atteint, ce qui dégonflera la baudruche financière parasitaire.

L'utopie, c'est de vouloir continuer comme avant.

Europe : ces recettes économiques qui nous mènent à la catastrophe

Par Ernest S. Hemingwe. Publié le 15 août 2014 Contrepoints

L'Europe s'enfoncé, l'Europe sombre, ceux qui sont aux commandes persistent à vous promettre des lendemains qui chantent, les chiffres de la croissance eux, ne mentent pas.

Des pays repartent en récession, pour les autres, la croissance est anémique et revue à la baisse au fil des publications et autres statistiques.

La folie, c'est répéter...

Ce qui m'inquiète, c'est la persistance des différents gouvernements et de l'Europe dans l'application de recettes passéistes ayant déjà depuis longtemps démontré leurs limites, voire leurs échecs. Je m'inquiète quand je lis des économistes plaider pour des politiques massives de travaux publics pour susciter la relance. Le tout mâtiné d'une dévaluation monétaire.

Je m'inquiète quand la seule recette que l'on nous propose est plus d'endettement (ou d'austérité d'ailleurs, tout va bien, ils plaident tout et son contraire), plus d'interventionnisme public, plus de réglementations, plus de limitations.

Les recettes toutes faites, c'est très bien, c'est très beau... Mais en économie, ça ne marche pas. L'économie n'est pas la physique ou la chimie.

L'économie, ce n'est pas $1+1=2$. L'économie ressemble plutôt à $1+1=0$ ou 3 , ou pas, ça dépend. L'économie est plus une question de psychologie et de sociologie que de mathématiques appliquées. Alors quand je lis ce que je lis,

je reste effaré. Notez bien, je ne prétends nullement détenir une quelconque vérité, juste un avis, personnel, plus intuitif que mathématique. Je prétends simplement que l'Europe et les différents pays ne pourront que plaider la folie d'ici quelques années quand tout s'écroulera et que les mouvements sociaux violents s'aggraveront.

Folie... Répéter toujours les mêmes recettes en espérant des résultats différents. C'est en cela que je me permets d'émettre un avis personnel. Parce que je ne vois que la ré-application systématique d'anciennes recettes qui ne fonctionnent pas. Et si nous essayions un truc un peu différent ?

Je ne suis pas sûr que la population pleure pour plus de protection, plus d'assistance. La population, elle préfère un emploi à des allocations de chômage.

Relance classique...

La relance par l'endettement et les travaux publics ? Pour rappel, c'est une politique qui a été menée dans les années 70 avec pour résultats l'endettement massif des générations à venir et les ferments d'une fiscalité confiscatoire. Vous noterez d'ailleurs que les moyens de nos États n'ont plus jamais cessé d'augmenter depuis. Que ce soit par l'endettement ou la fiscalité, les moyens n'ont jamais été aussi énormes. Et pourtant... Chômage galopant, pauvreté croissante, pensions impayables.

L'austérité ? Une réduction drastique des dépenses et une augmentation probable de la fiscalité ? Autant donner une enclume à un homme qui se noie, il aura plus de chances de s'en sortir.

Et vous me direz... Mais bon... C'est soit l'un soit l'autre ! Et pourquoi ? Pourquoi devrait-on se limiter à ce choix binaire ? Pourquoi aussi appliquer la même recette à des situations aussi différentes que celles de l'Allemagne et de la Grèce ?

Aujourd'hui, les États européens ne proposent rien d'autre que réglementer, régenter, contrôler, limiter encore et toujours plus. Comment libérer la croissance quand on met tous les ingrédients dans un carcan ultra-limitatif ? La croissance sera alimentée par l'investissement, par la création de valeur ajoutée, par la demande des acteurs... En partie interne. Mais pour cela, en psychologie ou en sociologie, il faut de la confiance.

Mot-clé : confiance

Confiance... Une partie de cette crise n'est-elle pas une énorme et fondamentale crise de confiance ?

Crise de confiance envers les pouvoirs publics qui n'ont pu juguler les crises, qui gèrent mal les moyens qui leur sont confiés, qui semblent être de connivence avec des grands acteurs économiques.

Crise de confiance envers les institutions économiques. Ces grandes banques sauvées par le contribuable mais dont on découvre jour après jour les scandales, les fraudes, les bonus indécents...

Crise de confiance dans les acteurs économiques, ces entreprises qui n'engagent plus, qui licencient après avoir reçu moult aides et subsides et partent avec la caisse.

Crise de confiance en soi-même, dans un système qui vous pousse à ne pas travailler car vous gagnerez plus en ne « faisant rien » qu'en travaillant. Au point que vous finissez par ne même plus vous respecter.

Crise de confiance des entreprises et entrepreneurs qui voient jour après jour la déconnexion du monde politique de la réalité.

Crise de confiance des entreprises et entrepreneurs qui se voient jour après jour vilipendés parce qu'ils ne créent pas d'emplois, qui se voient confisquer les fruits des risques qu'ils ont pris.

Crise de confiance des travailleurs qui voient près de 60% des fruits de leur travail aller vers l'État, en contrepartie de quoi ? De pensions de misère sous le seuil de pauvreté ? De routes dignes d'un pays en voie de développement ? D'une sécurité sociale de rêve mais qui exclut près de 10% de la population ne parvenant même plus à avoir accès aux soins ?

Alors, avant de nous créer de nouveaux textes de lois qui sont autant de carcans, qui sont autant de pièges à la croissance et à la création, qui sont autant de pièges à l'emploi, il faut d'abord rendre confiance.

Relance possible ?



Et, n'en déplaise à certains, cela devra impérativement passer par de la déréglementation, de l'assouplissement, de la flexibilité... Et de la confiance aussi des gouvernements envers ceux qui créent la richesse ensuite à répartir. La tâche des gouvernements n'est pas de créer la croissance, ce n'est pas leur job et nous ne le leur demandons pas. Leur tâche c'est de la susciter, de donner suffisamment confiance aux différents acteurs afin qu'ils acceptent de se lâcher. Cela passera sans doute aussi par un certain nombre de marche arrière au niveau du commerce mondial et de la libéralisation des échanges (oui, oui, je ne suis pas que dé-réglementaire).

Pourquoi une entreprise belge engagerait-elle aujourd'hui une personne alors que la période d'essai n'existe plus ? Vous engagez un serveur, il casse 10 verres dans la première heure, vous ne pouvez déjà plus le licencier sans période de préavis et tout le tralala administratif habituel. Pourquoi une entreprise investirait-elle quand elle court le risque qu'une nouvelle réglementation absurde l'oblige soudain à payer une redevance pour exercer le métier qu'elle a toujours exercé ? Pourquoi un entrepreneur prendrait-il le risque d'investir pour être matraqué par une administration fiscale (qui finit souvent par avoir tort après des années de procédures et d'ennuis) ou pour voir les fruits de son risque taxés à plus de 50% (en ce compris les bonus de liquidation... Arrêtez de croire qu'on ne payait que 10% ou qu'on n'en paie que 25% aujourd'hui). Pourquoi un demandeur d'emploi accepterait un job qui implique qu'il perde de l'argent ? Pourquoi le secteur Horeca, pour être viable, est-il obligé de frauder systématiquement ? 68.000 emplois disparaîtraient si la loi devait être appliquée stricto sensu. Ils le devraient, nous sommes bien d'accord, ils sont soumis comme vous et moi aux règles.

Mais ces règles semblent aujourd'hui absurdes quand on voit les conséquences qu'elles peuvent avoir.

Vous voulez de la croissance ? Vous voulez des emplois ? Libérez donc les entreprises et les entrepreneurs des carcans absurdes que vous leur mettez. Cessez de les criminaliser ou de chasser les chômeurs. Le premier rôle de l'État est d'être au service de sa population, non de la réduire à un pseudo état d'esclavage pour le nourrir. Le rôle de l'État est de commencer à nous faire confiance, à nous, les forces vives qui avons la possibilité de créer la richesse. Il faut que l'État et ses composantes cessent de généraliser les comportements de quelques patrons et entreprises voyous. Et si nous commençons à avoir confiance en l'État pour nous faciliter la vie, simplifier et garantir une sécurité juridique, alors nous pourrions créer et partager.

Vous voulez des emplois et des dépenses ? Changez la fiscalité. Osez ! La réduction des charges sur le travail n'implique pas une baisse du salaire, cessez de leurrer les travailleurs. La réduction de l'IPP n'implique pas un État social en décrépitude. Pour un emploi que nous créons, ce sont deux fois des moyens libérés, une charge sociale moindre et des recettes fiscales. Osez la flexibilité de l'emploi ! Le piège quand on perd son emploi est de rester trop longtemps au chômage, pourtant les aides (et pénalités) se focalisent sur le chômeur longue durée plutôt que favoriser directement sa réinsertion. Que l'État permette au chômeur d'être convaincu que son sort peut s'améliorer s'il accepte un emploi, et à l'employeur qu'il ne sera pas criminalisé quand, par un revers de fortune, il devra se séparer de son salarié.

Cessez d'opposer les jeunes et les vieux. Nous sommes tous dans la même galère de misère. Les jeunes veulent bien participer, laissez les participer. Faites cesser ces comportements égoïstes consistant à dire « j'ai mes droits acquis, les jeunes se sacrifieront pour tenir le tout en l'état, ils sont jeunes, ils sont forts, nous on est trop vieux ». Tout le monde devra faire sa part.

Réduisez la fiscalité et engagez vous à une sécurité juridique. Aujourd'hui, entreprises et particuliers conservent leurs économies car ils s'attendent à de nouveaux changements fiscaux douloureux. Ils s'attendent à davantage de confiscation sans observer un changement dans la gestion de l'État.

Soyez rigoureux et responsables, l'État aujourd'hui est tout sauf un modèle. L'État est cette sorte de Gargantua qui dévore tout ce qui est à portée de main. L'État doit disposer de moyens, c'est certain, mais ces moyens doivent

être utilisés avec responsabilité et transparence. L'État doit être plus efficace et maigrir, l'État doit diminuer ses dépenses et gérer correctement ce qui lui est confié. La confiance du citoyen envers les institutions est à ce prix.

D'un autre côté, vous voulez réglementer ? Alors revoyez votre copie au niveau de la libéralisation des échanges. Ceux-ci induisent une « wallmartisation » de nos sociétés [une low-cost-isation si vous préférez] qui ne peut qu'engendrer une paupérisation. Le low-cost est en train de tuer l'Europe sous prétexte d'une amélioration à court terme du pouvoir d'achat. Cela, à quel prix ? À des prix environnemental, social, fiscal que l'on a délocalisés. Nous ne jouons plus dans la même cour que les pays « low-cost », nous ne pouvons leur faire concurrence ni nous rabaisser à leurs standards sociaux ou environnementaux. Que l'on flexibilise est une chose, qu'on en revienne au moyen-âge du social et au XIXe de l'environnemental en est une autre. Oui, on peut mettre des barrières à l'entrée de l'Europe. On peut, et on doit.

Enfin, dernier axe, durant une période de transition, des travaux publics pour enclencher la mécanique éventuellement. Ça peut faire sens, mais ça n'en aurait aucun sans les autres mesures.

Reste à gérer le problème de l'endettement. Il pourrait presque être considéré comme un faux problème tellement nous savons déjà que nous ne rembourserons JAMAIS nos dettes. Tout au plus, on en paiera les intérêts ad vitam. Gérons-la donc dans le temps, elle se dévaluera avec l'inflation qui finit toujours par se produire, on remboursera le capital en période de croissance et on visera à éviter de s'endetter plus. Si nous parvenons déjà à ça, nous aurons fait un grand pas dans la gestion de notre dette.

Chacune des mesures ébauchées ici mériterait presque un livre (que je n'ai pas le temps d'écrire). Je n'ai aucune prétention à la vérité ni à dire que tout ça marchera d'office. Je dis juste que si nous persévérons dans d'anciennes formules, nous ne pouvons espérer un résultat différent.

Il est temps de tenter la confiance. Il est temps de tenter la déréglementation et la baisse de fiscalité. Il est temps de cesser de faire du bisounoursisme mondialisé, temps aussi que l'État fasse quelque chose pour mériter notre confiance. Si nous pouvons faire confiance à l'État pour faciliter la vie des entreprises et des travailleurs / demandeurs d'emploi, maintenir une sécurité sociale digne et finançable, garantir une mondialisation où la concurrence se

fait à armes égales, l'Europe pourra redémarrer et connaître un nouveau cycle de prospérité bénéfique à tous.

À défaut, l'Europe et ses composantes sont mortes et enterrées. Et nous pouvons nous attendre à des mouvements sociaux de plus en plus violents qui mèneront soit à une évolution autoritaire des États, soit à leur disparition.

La voiture Hybride Air : fausse-bonne-idée symbole de la faillite de la fuite en avant technologique

Publié par [yoananda](#) le août 2, 2014

Nous n'allons pas faire l'économie de changements importants, voire drastiques, dans nos société. L'échec des tentatives de faire perdurer le statut-quo avec des "astuces" technologique, est le signe que nos choix sont de plus en plus réduits. L'Hybrid-air symbolise cet échec. Cela ne veut pas dire qu'il faut cesser toute recherche, mais qu'on rentre dans une période risqué ou on a de moins en moins le droit à l'erreur.

Les stylos normaux ne fonctionnent pas en apesanteur, du coup la NASA a dépensé des millions pour concevoir un stylo à encre pressurisée pour les astronautes.

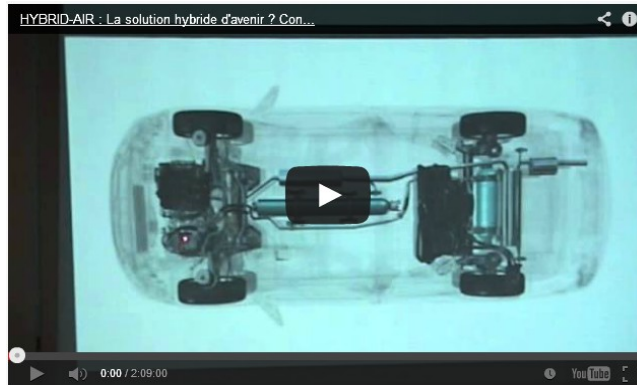
Les russes ont utilisé un crayon à bois pour faire la même chose dans l'espace.

Même si l'histoire du space pen est une [légende urbaine](#), c'est tout un symbole : celui de la faillite de la réponse systématiquement technologique face aux défis énergétiques/climatiques qui nous attendent. La fuite en avant dans la complexité ne va pas résoudre nos problèmes. C'est valable pour les voitures, pour les terres-arables, pour l'énergie, pour l'eau, pour la médecine, l'aviation, les OGM, gaz de schistes, etc...

Prenons un exemple récent révélateur.

Voici une conférence sur les nouveau véhicules du futuuuuur : moins gourmand, moins polluant : face à la pollution au CO2 et à la "transition énergétique" (euphémisme pour ne pas dire pic pétrolier) nos meilleurs

ingénieurs sont sur le coup, pas de panique, l'Europe est à la pointe, cocorico.



<https://www.youtube.com/watch?v=ge4nnQzesZU>

Quand quelqu'un annonce le **pic pétrolier**, beaucoup ont un réflexe **cornucopiste** (corne d'abondance technologique) : avec toute la technologie dont on dispose, les innovations permanentes, etc... nos voitures consomment moins qu'avant, blablabla.

L'exemple de l'hybrid-air, un parmi tant d'autres, fourni un démenti aux illusions de progrès éternel.

Dans cette conférence ils commencent par expliquer ce qu'on sait déjà (si on a un peu de bon sens) : des solutions existent (l'hybride électrique notamment, l'optimisation électronique, ...) mais coûtent très cher et sont réservées à des "segments de marchés aisés" (comprendre bobo-gauchogogo-écoco).

Pas de panique, on a trouvé la solution : l'hybride-air. Pas cher à construire, il divise la consommation d'essence par deux, et pareil pour les émissions de CO2. On passe à du 2L au 100 contre 5 et à du 70g de CO2 contre 130. Le tout abordable, même pour les pauvres. Soit disant, car on a quand même une voiture avec 2 moteurs ...



Ensuite vient tout le blabla sur l'aventure-humaine-comment-on-fait-pour-

être-si-génial, success-story managériale, coup de pouce de la providence capitaliste, bref "on est trop fort".

Et la, on est censé être enthousiaste, emballé, et sortir le chéquier la larme à l'oeil. Enfin, on a trouvé la solution qu'on attendait tous.

Mais à bien y réfléchir ...

Bizarrement la direction n'a toujours pas donné son [feu vert](#).

Commençons par les arguments dits "de gain marginal". Est-ce que le gain est suffisamment substantiel pour justifier de me débarrasser de ma voiture actuelle ?

On parle par exemple de la C4 Cactus Hybrid Air. La C4 Cactus entrée de gamme, c'est 15 000€. 15 000€ à dépenser, à 1,5€ le litre d'essence pour une 5L au 100, ça fait la bagatelle de 200 000km à parcourir. Donc dépenser minimum 15 000€ pour économiser quelques litres plutôt que de garder sa vieille voiture ...

Et je ne parle pas du bilan CO2 global, ni d'énergie grise.

On pourrait se dire qu'avec un parc automobile de 8,3 ans d'âge en moyenne, il suffira d'attendre un peu pour que le stock se renouvelle. Il faut le dire vite, parce que dans 8,3 ans les choses auront pas mal changées (au rythme de 6% de déclin du pétrole conventionnel par an ça fait 38% en moins) : la population se paupérise et les voitures coûteuses vont être de plus en plus difficile à acheter, même avec du crédit (vu l'endettement global).

Mais ce n'est même pas ça le problème. Le pot au roses vient juste après quand un intervenant dévoile les chiffres.

En effet, on passe à du 2L au 100 en ville, mais il y a un léger surplus de consommation en campagne, d'où une moyenne générale tout juste améliorée !!! Tout ça pour ça. Bon après en rajoutant encore une couche de complexité coûteuse ils ont finis par améliorer aussi la consommation en campagne de manière marginale, c'est à dire qu'un bon conducteur qui roule à l'économie fait tout aussi bien voire mieux avec un moteur classique ...

Le soucis, c'est qu'en ville, il n'y a pas mieux que le [vélo](#) ou à la rigueur la trottinette électrique ou le métro ou des combinaisons. Les centre villes bannissent les voitures, se garer c'est l'enfer, sans compter les heures perdues dans les bouchons sur les périph. On n'est à saturation, la voiture de ville ce

n'est clairement pas l'avenir. De plus en plus passent à l'auto-partage. Et pour les campagnards ou le péri-urbain on peut combiner la voiture garée en périphérie de la ville et le vélo. Pas besoin de ce genre de véhicule high-tech. Je rappelle que la vitesse moyenne du voiture en ville est de 20Kmh au mieux de toute manière.

Conclusion de l'hybride-air : pour la ville le vélo est mieux, et pour la campagne ou les autoroute, les moteurs actuels sont aussi bon. Et rien ne nous empêche, à moindre frais de combiner les 2, qu'on vive à la ville et qu'on veuille partir en vacances, ou qu'on vive à la campagne et qu'on ailles faire ses courses à la "grande ville" de temps à autre.

Il ne faut pas se laisser abuser par les arguments marketing "2L/100km" qui cachent une réalité plus prosaïque.

Conclusion : c'est perdu d'avance. Ce que traduit ce genre de recherches, c'est le refus de changer de modèle de société, c'est que la complexité technologique a un rendement décroissant. On ne peut pas améliorer indéfiniment les choses, même si on peut le faire dans certains domaines pendant un certain temps (cf loi de Moore pour les ordinateurs).

Autre exemple similaire : vous avez des panneaux solaires. Bien. Vous vous dites : je vais les monter sur pivot pour les faire tourner pour les orienter pile poil face au soleil et améliorer mon rendement. Manque de bol, le moteur et tout le système que vous mettez en place coûte plus d'énergie que ce que ça vous rapporte. Donc il vaut mieux des panneaux statiques au final.

L'innovation technologique a des limites, quoi qu'on en dises. A moins d'une innovation de rupture, mais ça ne se commande pas.

Peut-être qu'on trouvera des solutions, et tant mieux si c'est le cas (le graphène reste prometteur), mais on ne sait pas quand, ni ce que ça résoudra au juste.

Le problème c'est qu'on n'a plus de marge de manœuvre. Ca fait 30 ans qu'on piétine et qu'on répète exactement ce même genre d'erreurs pour préserver un modèle de société de moins en moins fonctionnel.

Sachant qu'en plus, même si on trouve une solution, cela va demander quand même une grosse adaptation : dans tous les cas les ouvrier des usines vont perdre leur emplois : qu'on passe à l'hybride air, qu'on reste à l'ancien modèle, ou qu'on abandonne les voitures tout court ou qu'on trouve autre

chose. Aujourd'hui les nouveaux ouvriers sont des robots : demandez à Google ou à Foxconn, et demandez aux [chinois](#) qui voient leurs futures usines délocalisées ... aux USA (grâce à la robotisation) !!!

L'ancien monde "fossile" se meurt et tout ce qui en dépend. Beaucoup de personnes ont appris à vivre avec et beaucoup ne seront pas capables de s'adapter assez vite. Il y a une inertie sociale / cognitive importante.

Bref, cette histoire d'hybride air, comme le reste est un symbole de la faillite de tout un pan de la "modernité", de ce monde centralisé, hiérarchisé, monétisé, financiarisé, qui s'est transformé en petit monde de oui-oui avec des œillères et qui perd son sens commun en pensant que la fuite en avant technologique est la solution.

La fuite en avant dans la complexité croissante ne nous sauvera pas de la démographie exponentielle, d'une infrastructure obsolète, des ressources qui se raréfient, du changement climatique, du fossé cognitif.

Il va falloir songer sérieusement à revoir notre modèle de société parce que les problèmes commencent déjà à arriver. Les vraies solutions vont être de rouler moins ou moins souvent, la permaculture, une forme de frugalité, le recyclage, le partage, etc... Cuba s'est très bien tiré de son pic pétrolier national (quand les ponts avec l'URSS ont été coupés)

[La Banque de Russie se prémunit contre les sanctions monétaires](#)

août 15th, 2014 | by [David Von Teuscher](#) news360x



La Russie possède désormais plus de réserves d'or internationales que la Chine, écrit vendredi 15 août le quotidien *Kommersant*.

Avec 1 095 tonnes, elle se place aujourd'hui en sixième position du classement international. En réduisant les risques face à d'éventuelles

restrictions sur les opérations en dollars et en euros, la Banque centrale de Russie diminue en parallèle la part de ces monnaies dans ses réserves de change, soulignent les experts.

Selon le World Gold Council (WGC), au deuxième trimestre la Russie est montée à la sixième place mondiale en termes de réserves d'or. Fin juin, la quantité d'or dans les réserves nationales a augmenté de 54 tonnes pendant la période comptable pour atteindre 1 094,7 tonnes – une augmentation trimestrielle record depuis fin 2009. Au final, la Russie a dépassé la Chine dont les réserves d'or n'ont pas évolué par rapport au trimestre dernier, soit 1 054,1 tonnes.

La Banque de Russie est l'une des rares banques centrales qui continuent à accroître leurs réserves d'or. Selon le WGC, la Banque du Kazakhstan a augmenté au premier semestre ses placements de 12 tonnes – jusqu'à un total de 155,8 tonnes. Le Mexique et les Philippines ont également augmenté légèrement leurs réserves d'or: les banques centrales de ces pays en ont respectivement acquis 0,2 et 0,8 tonne. Les banques centrales des pays développés – USA, Italie, France, Espagne – ont maintenu leurs réserves d'or au même niveau. L'Allemagne a vendu au premier semestre 2,9 tonnes, mais la Bundesbank reste deuxième du classement avec 3 380 tonnes derrière les USA.

Grâce à ses propriétés protectrices, l'or est utilisé par les banques centrales de nombreux pays pour diversifier les réserves. Cela améliore la stabilité de la structure des réserves de change.

La nécessité de diversifier les réserves internationales est devenue évidente à la fin du premier trimestre, après la hausse de la tension géopolitique dans les relations entre l'axe UE-USA et la Russie en raison de la situation en Ukraine.

Toutefois, selon les experts interrogés, une banque centrale ne peut pas accumuler l'or dans ses réserves sans limite. Elle ne peut pas tenir une partie significative de ses réserves en or, car ce métal est moins liquide que les actifs libellés en dollars et en euros. Par conséquent, il sera difficile de le vendre rapidement si besoin, sans perte conséquente de sa valeur. D'autant que ces dernières années, le prix de l'or s'est montré très volatil, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur l'évaluation du portefeuille global.

Dans ces conditions la Banque centrale peut commencer à chercher des investissements alternatifs. Selon les experts, la majeure partie des réserves russes doit rester dans la monnaie des pays avec lesquels la Russie commerce au niveau international. Au contraire de quoi les échanges internationaux seraient limités à cause de l'absence de liquidité des réserves. Selon les acteurs du marché, à terme, la banque centrale pourrait augmenter la part des monnaies asiatiques, notamment du yuan et du yen. Ce processus s'accélénera avec l'augmentation des échanges commerciaux avec cette région, ainsi qu'après la levée des restrictions sur le commerce en yuans. La Chine a déjà initié la procédure de levée des restrictions sur les échanges monétaires, des accords sont également signés avec la Russie pour les échanges en devises nationales et l'utilité économique de détenir des réserves de ces monnaies est en hausse.

Source : [Ria Novosti](#)